

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des  
Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 PERIGNY  
ud-17-79.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Périgny, le 3 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Communauté d'agglomération de LA ROCHELLE**

6 rue Saint Michel  
17000 La Rochelle

Références : 0007210047/2025-504

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement Communauté d'agglomération de LA ROCHELLE implanté Rue Léonce Mailho 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Communauté d'agglomération de LA ROCHELLE
- Rue Léonce Mailho 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007210047
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement visité est la piscine municipale de La Rochelle située rue Léonce Mailho à La

Rochelle. Cet établissement est pourvu d'un système de chloration au dichlore (chlore gaz) classant l'installation sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 4710 de la nomenclature des ICPE.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque toxique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5 de l'annexe I	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Récépissé de déclaration du 17/05/2013	Sans objet
2	Accessibilité du local chlore	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.5	Sans objet
3	Quantité de produits stockés	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4 de l'annexe 1	Sans objet
4	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2 de l'annexe I	Sans objet
5	Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.1.2 de l'annexe I	Sans objet
6	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3 de l'annexe I	Sans objet
8	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1 de l'annexe I	Sans objet
9	Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2 de l'annexe I	Sans objet
10	Stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9 de l'annexe I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relève une non-conformité en lien avec la localisation des produits chimiques.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Récépissé de déclaration du 17/05/2013
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, toxique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est déclarée conformément au récépissé de déclaration daté du 17 mai 2013 pour son stockage de chlore gaz. L'inspecteur a constaté le jour de la visite du 28 février 2025 que la piscine municipale était exploitée par la communauté d'Agglomération de la Rochelle. L'exploitant n'est donc plus la Ville de La Rochelle tel qu'indiqué dans le récépissé du 17/05/2013. L'exploitant réalise d'une déclaration de changement d'exploitant au profit de la communauté d'agglomération (CDA) de La Rochelle ainsi que sa demande de droits acquis pour la rubrique 4710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous 1 mois à réception du présent rapport.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé une déclaration de changement d'exploitant au profit de la CDA de La Rochelle. La preuve de dépôt a été transmise par courriel en date du 18 septembre 2025, elle a pour référence A-5-CO1A9BWFD et concerne une demande de type "déclaration de changement d'exploitant".  L'exploitant a réalisé une demande des droits acquis au bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 4710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. La preuve de dépôt a été transmise par courriel en date du 18 septembre 2025, elle a pour référence A-5-NQKVV2719V et concerne une demande de type "déclaration du bénéfice des droits acquis" pour 250 kg de chlore.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Accessibilité du local chlore**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. On entend par accès à l'installation de chlore une ouverture reliant la voie publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionné pour permettre l'intervention des engins de secours. Le jour de la visite du 28 février 2025, l'inspecteur n'a pu accéder au local chlore puisque l'exploitant n'en avait pas la clé.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection du 15 avril 2025, l'exploitant a présenté le local chlore. L'exploitant indique que le personnel d'ENGIE possède une clé et qu'un double se trouve à l'accueil de la piscine.

L'inspecteur a interrogé l'hôtesse d'accueil qui a indiqué l'endroit où se trouvait la clé du local chlore et précisé la marche à suivre en cas d'accueil des services de secours : le local se trouve au rez-de-chaussée, il est accessible par l'extérieur de l'établissement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Quantité de produits stockés

**Référence réglementaire :** Récépissé de déclaration du 17/05/2013

**Thème(s) :** Risques accidentels, Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

Article 1 : Les installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710 sont soumises aux dispositions des annexes I, II, et III. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations. Annexe I §1.4 [...] vérification que la quantité totale présente dans l'installation le jour du contrôle est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

**Constats :**

Le jour de la visite du 15 avril 2025, l'inspection a noté la présence de 5 bouteilles de chlore de 45 kg à l'intérieur du local. L'exploitant a réalisé une demande des droits acquis au bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 4710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour 250 kg de chlore.  
La quantité de chlore présente dans le local est conforme à la quantité déclarée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Contrôle périodique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2 de l'annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle périodique

**Prescription contrôlée :**

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

**Constats :**

Constat du 28/02/2025 :

L'exploitant n'a pas fourni le rapport de contrôle périodique pour la rubrique 4710. Toutefois, l'inspecteur a trouvé la trace d'un échange y faisant référence par mail daté du 15 septembre 2021-17h53 dans le classeur présenté par le chef de bassin.

Constat du 15/04/2025 :

<p>L'exploitant a présenté un contrôle périodique daté du 10 juin 2021 faisant état d'une non-conformité en lien avec la vérification de la détection chlore « absence de vérification récente du détecteur et de la centrale ».</p> <p>La preuve du contrôle du détecteur et de la centrale chlore est daté du 11 août 2021 et a été effectué par la société Oldham.</p> <p>L'inspection indique que le prochain contrôle périodique devra être effectué avant le 10 juin 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.1.2 de l'annexe I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stockages et les locaux d'emploi sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de chlore en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs.</p> <p>Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation. La température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat du 28/02/2025 : Le jour de l'inspection du 28 février 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter l'aménagement et le stockage de chlore aux services de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constat du 15/04/2025 : L'inspection des installations classées constate que les 5 bouteilles de chlore sont disposées en position verticale, robinet vers le haut, et sont sanglées au mur de façon à éviter leur chute. Les conditions de stockage sont conformes, elles permettent de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation. La quantité de chlore présente dans le local est en adéquation avec la quantité déclarée par l'exploitant. Ce constat n'amène pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Connaissance des produits - étiquetage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des produits - étiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.  Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b>  Constat du 28/02/2025 : Le jour de l'inspection du 28 février 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter le stockage de chlore aux services de l'inspection des installations classées, l'étiquetage des contenants n'a donc pu être vérifié, par ailleurs, l'exploitant ne connaît pas l'emplacement du stockage de chlore dans son installation.  Constat du 15/04/2025 : Les contenants sont tous étiquetés, il permet d'identifier la nature des produits contenus. L'exploitant fourni la fiche de donnée de sécurité du chlore dans sa version 11 datée de mai 2022, cette dernière est rédigée en français, elle est affichée dans le local "chlore". Ce constat n'amène pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : État des stocks de produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.  La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.
<b>Constats :</b>  Constat du 28/02/2025 : Le jour de l'inspection du 28 février 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter l'état des stocks des produits dangereux.

<p>Constat du 15/04/2025 :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant présente un plan général de l'installation, ce dernier est disposé à l'accueil de l'établissement et peut facilement être transmis aux services d'incendie et de secours. L'inspection note que la zone de stockage de chlore est bien identifiée mais que le plan ne donne aucune information sur la quantité de chlore stockée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met à jour le plan sous 1 mois de façon à faire apparaître la quantité de produits stockés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : Systèmes de détection

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1 de l'annexe I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent.</p> <p>Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection.</p> <p>Ces détecteurs peuvent ne pas être mis en place lorsque l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Ils sont néanmoins mis en place sous six mois lorsqu'un tel local d'habitation ou un tel lieu de travail permanent ou un tel établissement recevant du public est implanté à moins de 50 mètres de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat du 28/02/2025 :</p> <p>Le jour de l'inspection du 28 février 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter le stockage de chlore aux services de l'inspection des installations classées. L'inspecteur n'a pu vérifier la présence du système de détection dans le local chlore.</p> <p>Constat du 15/04/2025 :</p> <p>L'inspection constate la présence d'un détecteur chlore modèle CEL CTX300 Cl<sub>2</sub> situé en point bas dans le local « chlore ». L'exploitant précise que ce dernier transmet l'alerte par voyants</p>



<p>lumineux ainsi qu'une alerte sonore dans l'installation.</p> <p>L'exploitant a transmis l'attestation du changement de la centrale chlore datée du 26 décembre 2024 de la société ENGIE.</p> <p>La mise en service de cette centrale a été effectuée le 9 septembre 2024.</p> <p>Selon le journal de l'installation, le suivi trimestriel des tests des détecteurs et de la centrale fait état d'essais datés du 19/12/2024, 06/03/2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le chloromètre est fixé directement sur le robinet du récipient de chlore. Toute autre configuration de montage du chloromètre, notamment le raccordement d'un chloromètre à plusieurs récipients, est interdite en l'absence de système de neutralisation correctement dimensionné.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat du 28/02/2025 : Le jour de l'inspection du 28 février 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter le stockage de chlore aux services de l'inspection des installations classées. L'inspecteur n'a pu vérifier les dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression dans le local chlore.</p> <p>Constat du 15/04/2025 : Le jour de la visite, l'inspection constate la présence de chloromètres à dépression fixés sur chaque bouteille en cours d'utilisation. Ce constat n'amène pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le local est uniquement destiné au stockage du chlore.</p> <p>La capacité unitaire de chlore des récipients est inférieure à 60 kg.</p>
<b>Constats :</b>

Constat du 28/02/2025 :

Le jour de l'inspection du 28 février 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter le stockage de chlore aux services de l'inspection des installations classées.

Constat du 15/04/2025 :

Le local "chlore" de l'établissement est uniquement destiné au stockage de chlore, il est équipé de ventilations en point haut et en point bas.

5 Bouteilles de 49kg dont 2 en service sont présentes le jour de la visite.

L'inspection constate par ailleurs que l'usage de chlore est signalé sur l'extérieur de la porte.

**Type de suites proposées :** Sans suite